

LCO / CDO

LIAISON

NOUVELLE ADRESSE

La CDO a emménagé dans ses nouveaux locaux situés à la faculté de droit Osgoode Hall, récemment rénovée. Notre nouvelle adresse figure dans ce numéro. Les numéros de téléphone et de télécopieur et l'adresse de courriel demeurent inchangés.



Osgoode Hall Law School

NOUVEAUX EMPLOYÉS

Bienvenue aux nouveaux arrivants à la CDO : Aaron Dhir, chercheur résident; Sue Gratton, avocate chercheure, et Norine Nathanson, avocate résidente, ainsi qu'aux nouveaux membres du Conseil des gouverneurs, Adam Dodek (doyens des facultés de droit) et Gwen Boniface (Fondation du droit de l'Ontario). Des remerciements spéciaux au membre sortant du Conseil des gouverneurs, Frank Iacobucci, et à l'avocat résident sortant Mohan Sharma.

Message de la directrice exécutive

Au moment d'écrire ces lignes, on nous promet une fin de semaine de l'Action de grâces agréable et ensoleillée. Le terme « ensoleillé » s'applique également à l'avenir de la CDO. Nous avons obtenu des engagements de tous nos bailleurs de fonds qui nous garantissent un financement permanent pour cinq autres années. Nous les remercions

de leur reconnaissance et, bien sûr, de leur appui. La Fondation du droit de l'Ontario, le ministère du Procureur général, la faculté de droit Osgoode Hall et le Barreau du Haut-Canada se sont révélés des partenaires exceptionnels, et nous sommes enthousiastes à l'idée d'approfondir nos relations avec eux et les facultés de droit.

La CDO a profité d'une première tribune internationale, en septembre, lorsque j'ai participé à une conférence sur la réforme du droit à Hong Kong. Ce fut une occasion fantastique d'apprendre des autres et de soumettre notre travail à l'examen des participants. Je suis également emballée de signaler que notre Cadre provisoire pour une démarche anti-âgisme dans le domaine du droit touchant les personnes âgées est présenté par les membres du groupe consultatif devant divers auditoires, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Que nous réserve l'avenir? En voici un léger aperçu : le Conseil des gouverneurs a récemment approuvé le premier projet de notre second mandat, qui portera sur le droit relatif à la capacité et à la tutelle. Issu des projets de la CDO sur les personnes âgées et les personnes handicapées, ce projet nous permettra de bénéficier de l'expertise acquise et d'étendre les relations que nous avons établies dans le cadre de ces initiatives.

Toute l'équipe de la CDO est emballée à propos de l'avenir, et nous aimerions que vous soyez de la partie!

Patricia Hughes

Dans cette numéro. . .

- **Nouvelle année, nouveau mandat**
- **Expérience enrichissante pour plusieurs élèves**
- **Conférence sur le droit et l'éthique des médias**



Renouvelé!

La CDO obtient un engagement de cinq ans de ses bailleurs de fonds

Grâce à l'appui manifeste de ses bailleurs de fonds, la Commission du droit de l'Ontario a obtenu les engagements et le financement nécessaires à la poursuite d'un second mandat de cinq ans commençant en janvier 2012. La Fondation du droit de l'Ontario, le ministre du Procureur général et la faculté de droit Osgoode Hall ont promis une augmentation du soutien financier à la CDO jusqu'en 2017, en réponse aux activités foisonnantes et à l'influence de la CDO au cours de ses cinq premières années. (Au moment de publier, nous attendons toujours une décision formelle du Barreau du Haut-Canada concernant le financement.)

« Les administrateurs de la Fondation du droit de l'Ontario ont été enchantés d'appuyer l'important travail de la CDO », indique Mark Sandler, président du conseil d'administration de la Fondation. « Nous sommes enthousiastes à l'idée de poursuivre dans cette voie. »

Depuis son lancement en 2006, la CDO a entrepris huit projets sur les besoins des Ontariens en matière de droit, y compris le rapport de 2009 intitulé Partage des régimes de retraite en cas d'échec du mariage, qui a eu une influence sur les lois régissant la façon dont les régimes de retraite sont divisés lorsque des couples se séparent ou divorcent. Le Cadre provisoire pour une démarche anti-âgisme dans le domaine du droit touchant les personnes âgées est déjà présenté à l'échelle nationale et internationale. En outre, la CDO a organisé un grand nombre d'activités, symposiums et ateliers, parfois en partenariat avec des facultés de droit ou des organisations juridiques communautaires.

« Nous avons acquis une expertise dans les domaines d'application de nos projets et établi d'excellentes relations avec de nombreux professionnels et des représentants du gouvernement et de la communauté, et nous prévoyons poursuivre dans la même veine », soutient Patricia Hughes, directrice exécutive de la CDO.

« La Commission a obtenu des succès remarquables avec l'appui de ses bailleurs de fonds, des organisations communautaires et de son personnel dévoué », ajoute Larry Banack, président du Conseil des gouverneurs. Les études à venir aborderont certains des enjeux les plus pressants auxquels font face les Ontariens. »

Expérience enrichissante pour plusieurs élèves

Des étudiants du secondaire participent au programme LAWS

Meijuan Lin, diplômée du secondaire à Toronto, a acquis de nouvelles perspectives à propos du droit lors d'un stage d'un mois effectué cet été à la CDO dans le cadre du programme Law in Action Within Schools (LAWS). Issu d'un partenariat entre la faculté de droit de l'Université de Toronto (et, maintenant, la faculté de droit Osgoode Hall) et le conseil scolaire du district de Toronto, le programme LAWS aide des élèves du secondaire à poursuivre des études postsecondaires et à devenir des citoyens informés et engagés en les intégrant à un environnement juridique.

« Cette expérience m'a aidée à élargir ma vision du monde », affirme Meijuan Lin à propos de son stage à la CDO. Cela l'a également aidée à se familiariser avec de nouvelles façons de penser en vue de son admission à l'Université de Waterloo, cet automne.

Faire un stage grâce au Réseau national d'étudiants pro bono

Le mois de septembre a également signifié un nouveau départ pour Stephen Hsia, d'Osgoode Hall, et Marianne Salih, étudiante en droit de l'Université de Toronto, qui participent au programme de stage universitaire d'un an offert par le Réseau national d'étudiants pro bono dans ces deux facultés de droit. M. Hsia et Mme Salih consacreront cinq heures par semaine à travailler sur des dossiers de réforme du droit de la CDO et à apprendre concrètement la valeur du service public.



Mei Lin, notre stagiaire du programme LAWS en 2011



Membres du panel sur la confidentialité des sources : de g. à d. : **Julian Sher**, journaliste d'enquête, The Globe and Mail; **Gail Gove**, avocate générale adjointe, Dow Jones & Co (The Wall Street Journal); **Jamie Cameron**, professeure, faculté de droit Osgoode Hall et chercheure résidente à la CDO; **Kevin Donovan**, rédacteur en chef et journaliste d'enquête, The Toronto Star; **Brian Rogers**, avocat

Conférence de la CDO sur le droit et l'éthique dans le domaine du journalisme d'enquête

Des journalistes d'enquête, avocats spécialistes du droit des médias, universitaires et étudiants du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni se sont réunis, le 14 octobre, pour discuter du rôle d'une presse libre en démocratie, à l'occasion d'une conférence organisée par la CDO et la faculté de droit Osgoode Hall. In the Public Interest: the Law and Ethics of Investigative Journalism (Dans l'intérêt public : le droit et l'éthique dans le domaine du journalisme d'enquête) a constitué le point culminant d'une étude de six mois réalisée par Jamie Cameron, chercheuse résidente à la CDO.

La conférence d'une journée a rassemblé des présentateurs et modérateurs aussi notoires qu'Anna Maria Tremonti, de la radio de CBC, Robert Cribb, journaliste au Toronto Star, et Daniel Henry, conseiller juridique principal à CBC. Les membres du panel et les participants ont discuté de sujets comme le rôle du droit dans la réglementation relative aux médias.

« La combinaison des participants et des sujets a réellement permis à cette conférence de se démarquer » a indiqué Mme Cameron.

L'avocate prévoit utiliser les résultats de la conférence pour soutenir sa recherche sur la liberté de la presse et le privilège relatif aux sources, de même que pour formuler des recommandations pour une réforme du droit touchant les médias.

« La Commission ontarienne des droits de la personne est enchantée de participer à la consultation organisée par la CDO. Une des recommandations clés du rapport de la Commission sur les droits humains et le vieillissement évoquait la nécessité, pour le gouvernement, d'analyser les lois et politiques pour s'assurer qu'elles respectent les droits des personnes âgées. Le cadre de la CDO contribuera de façon importante à aider le gouvernement à atteindre cet objectif. »

— JEFF POIRIER, ANALYSTE PRINCIPAL
EN MATIÈRE DE POLITIQUES,
COMMISSION ONTARIENNE DES
DROITS DE LA PERSONNE

BILAN DES PROJETS

- Le 2 novembre, 35 représentants du milieu gouvernemental et universitaire, d'organisations de défense, de fournisseurs de services et d'autres parties intéressées feront connaître leur point de vue à propos du nouveau cadre juridique proposé par la CDO en ce qui concerne les lois touchant les personnes âgées. La CDO s'appuiera sur les commentaires issus de l'événement, des groupes de discussion et un questionnaire pour réviser le rapport provisoire et formuler une série de recommandations finales qui seront publiées au cours de l'année prochaine.
- Après deux ans de recherche et de consultations, un rapport provisoire abordant les améliorations possibles à apporter concernant les contacts initiaux des particuliers avec le système de justice familial de l'Ontario sera publié cet automne. La CDO consultera les parties intéressées et le public avant de produire son rapport final au printemps 2012.
- Le rapport final de la CDO sur la Loi sur les infractions provinciales devrait paraître cet automne.
- Le rapport provisoire du projet de la CDO sur les travailleurs vulnérables et l'emploi précaire sera publié au début de 2012.

La Commission du droit de l'Ontario tient à remercier ses partenaires financiers :

 **The Law Foundation of Ontario**
Building a better foundation for justice in Ontario

 **Ontario**

 **The Law Society of Upper Canada**
Barreau du Haut-Canada

 **OSGOODE**
OSGOODE HALL LAW SCHOOL,
YORK UNIVERSITY

COMMISSION DU DROIT DE L'ONTARIO
2032 Ignat Kaneff Building
Osgoode Hall Law School, York University
4700 Keele Street
Toronto, ON M3J 1P3
Tél. : 416-650-8406
Sans frais : 1-866-950-8406
lawcommission@lco-cdo.org
www.lco-cdo.org

Et les facultés de droit suivantes pour leur soutien :
Université Queen's, Université d'Ottawa (Sections de common law et de droit civil), Université de Toronto, Université Western Ontario et Université de Windsor.